

*Jeudi 9 février 2017, l'ancien ministre de l'Économie était le premier invité du WWF France pour présenter le volet environnemental de son programme présidentiel. Parmi les principales annonces du leader d'En Marche, la fermeture des centrales à charbon en France et l'interdiction des permis d'exploitation des hydrocarbures, dont celui de Total en Guyane, le maintien du cap fixé par la loi de transition énergétique de 50 % de l'électricité issue du nucléaire à 2025, pas d'exploitation de gaz de schiste mais une recherche publique, six mois d'études sur Notre-Dame-des-Landes, un rééquilibrage de la fiscalité diesel avec une "prime à la conversion" de 1 000 euros, le maintien du principe de précaution, le ministère de l'Écologie transformé en un ministère d'État, un Grenelle de l'alimentation ou encore l'interdiction de la vente d'œufs issus de l'élevage en batteries.*

Voici les principales annonces d'Emmanuel Macron ce jeudi face à Pascal Canfin, directeur général du WWF France, lors d'un Facebook live intitulé #PandaLive.

**Modèle de développement.** "On ne peut pas vivre, produire, consommer aujourd'hui sans avoir ces préoccupations [environnementales] en tête. Notre commun, c'est cette planète", indique-t-il, interpellé par Pascal Canfin sur le rapport "planète vivante" de l'ONG, selon lequel en 48 ans, la moitié des espèces a disparu "Être écologiste aujourd'hui, c'est se préoccuper de l'humanité. Et de notre capacité à avoir une vraie croissance, car celle d'aujourd'hui n'est pas soutenable. Je ne suis pas favorable à deux visions qui s'opposent aujourd'hui dans le débat français. Je ne crois pas qu'on peut continuer à dire à nos agriculteurs et nos industriels que nous allons continuer à faire comme nous avons toujours fait, que les normes environnementales, ça suffit. Je ne crois pas non plus à ceux qui poussent des modèles où [l'écologie] devient une priorité au-delà de tout, à la décroissance : je veux croire dans une croissance sélective, choisie. Car on doit choisir notre modèle de croissance."

**Choix budgétaires.** Interrogé sur la hiérarchisation que le candidat fait entre dette financière et dette écologique, Emmanuel Macron répond : "Je ne les hiérarchise pas. La dette économique est un sujet important : les gens qui pensent qu'on peut facilement négocier avec les banques ne l'ont jamais fait. Je veux donc baisser notre niveau de dépense courante rapporté au PIB, sur une stratégie quinquennale. Mais à côté de cela, je veux investir dans la transformation de notre agriculture, dans les énergies renouvelables et la transformation du mix électrique, et simplifier notre réglementation. J'aurai dans ma trajectoire économique un plan ambitieux d'investissement dont l'un des piliers sera l'écologie et la transformation de nos modèles de croissance."

**Climat.** "Je serai vigilant pour que les engagements de l'accord de Paris soient tenus. Nous avons une inquiétude sur les États-Unis. Nous avons une grande victoire avec la Chine, qu'il faut garder, c'est pourquoi j'aurai un dialogue nourri avec la Chine. Je m'assurerai que

le fonds de financement soit bien doté, et que COP après COP, nous allions vers des mesures contraignantes qui ne sont pas là aujourd'hui."

"Pour la France, il faut avoir une vraie stratégie sur la sortie des énergies fossiles, avec des plans d'accompagnement des industriels et des territoires. Dans le quinquennat nous devons fermer toutes les centrales à charbon." La France en compte 5, exploitées par EDF et Uniper (filiale d'Eon), dont deux sont actuellement arrêtées.

**Permis d'hydrocarbures.** "Je prends l'engagement de ne plus autoriser de nouveaux permis d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbures de pétrole et gaz dans les eaux territoriales françaises." Interrogé sur la Guyane, où Total attend l'autorisation d'un nouveau permis, Emmanuel Macron s'engage à ce que le permis ne soit pas donné sous son potentiel quinquennat, tout en expliquant qu'il s'agit d'un accord passé avec la collectivité territoriale. "C'est la Guyane qui va récupérer la capacité de donner les permis. Afin de pouvoir faire cette annonce sans qu'il s'agisse d'un jeu de dupes, j'ai eu une discussion avec le président de la collectivité territoriale, Rodolphe Alexandre, qui m'a fait part du problème des ressources [économiques] pour le territoire, et des tensions avec les marins car il y a des conflits d'usage. Le nouveau permis, je m'engage à ce qu'il ne soit pas donné. Dès lors, dans le plan de croissance Guyane, il y aura une compensation pour les pertes fiscales."

**Territoires ultramarins.** Soulignant que "40 % de ce que l'on produit sur la planète est lié à la biodiversité" et que celle-ci se trouve essentiellement dans les territoires ultramarins, Emmanuel Macron "souhaite que la France s'engage par une conférence mondiale sur la biodiversité qui se tiendrait dans un des territoires français d'outre-mer, et que l'on en fasse un point d'orgue pour prendre des engagements internationaux".

**Exploitation minière.** Poursuivant sur le sujet des territoires ultramarins, il indique : "Je souhaite qu'on puisse avancer sur des projets de mines dans le cadre de l'initiative mines responsables : c'est-à-dire l'engagement des industriels, sous le contrôle de l'État, à créer de l'emploi local et de l'activité sans détruire la biodiversité, sans rejets de cyanure terribles pour les ressources aquatiques et halieutiques." "En Guyane, j'ai été ministre très vigilant sur les projets sauvages, que nous avons fermés, et j'ai accompagné des PME qui s'inscrivaient dans le domaine des mines responsables." "L'orpaillage illégal, c'est de l'argent volé aux Guyanais, de la pollution des forêts et de l'esclavage moderne", souligne-t-il plus tard, appelant à "éradiquer" le phénomène.

**Artificialisation.** Emmanuel Macron s'engage sur un objectif de "zéro artificialisation nette", sans préciser l'échéance.

**Néonicotinoïdes.** "Je maintiens l'engagement à 2020 pour l'interdiction des néonicotinoïdes."

**Nucléaire.** Alors qu'une explosion venait d'avoir lieu à la centrale nucléaire de Flamanville au moment où il s'exprimait, le candidat a fait part de ses "pensées pour le personnel d'EDF". "Je garderai le cap de la loi transition énergétique d'atteindre à horizon 2025 les 50 % de

nucléaire dans la production électrique", avance-t-il, tout en ajoutant : "Je ne sais pas si 2025 est tenable. Il faut l'avis de l'ASN sur nos centrales, je ne le saurai qu'en 2018." "Nous avons l'une des énergies les moins carbonées au monde, et tout n'est pas à jeter. Il existe deux grands défis. Le défi de sûreté post-Tchernobyl et Fukushima. C'est le plus important. Le deuxième défi, c'est le coût. Personne ne sait dire le coût complet du nucléaire, car personne ne sait dire le coût de la sûreté nouvelle génération, puisqu'aucun nouveau projet n'est en service, et celui du démantèlement et du retraitement. En même temps, il existe un problème de dépendance : il n'est pas bon d'avoir 75 % de notre énergie basée sur une seule source. Il faut qu'on se désensibilise [du nucléaire]."

Lorsqu'il était ministre de l'Économie, Emmanuel Macron soutenait davantage l'industrie. En juin 2016, il avait ainsi déclaré au World nuclear exhibition : "Le nucléaire est un choix français et un choix d'avenir".

**Renouvelables.** "Je m'engage à tenir les objectifs de 32 % de renouvelables en 2030. Pour ce faire, dès le début du quinquennat, j'annoncerai la totalité du calendrier des appels d'offres pour 26 GW, soit l'équivalent de 6 réacteurs nucléaires. Je garantis l'équivalent de 30 milliards d'investissements", indique-t-il, souhaitant mettre fin au "manque de visibilité" de ces dernières années, qui a causé "du retard dans les projets". "Ce n'est pas à EDF de porter la responsabilité de l'investissement dans le renouvelable, c'est à l'État."

En outre, "il faut doubler la capacité du fonds de chaleur de l'Ademe, qui accompagne d'ailleurs la transformation du monde agricole. Je souhaite simplifier les procédures et accélérer les délais de raccordement au réseau quand on fait des énergies renouvelables, notamment quand on fait un méthaniseur. Par ailleurs, je porterai à 200 millions d'euros l'investissement pour la rémunération des services environnementaux des agriculteurs."

**Rénovation thermique.** Emmanuel Macron avance un "objectif de 500 000 rénovations par an", qui est celui de l'actuel gouvernement, non atteint. "Ce qui ferait qu'il serait atteint est que l'on doit simplifier pour les ménages le dispositif. Le CITE était une bonne chose pour amorcer, mais le décalage du paiement dans le temps fait que beaucoup de ménages y renoncent. Je transformerai le CITE en une subvention dès le début. Par ailleurs, pour tous les ménages précaires vivant dans des passoires thermiques, je porterai un investissement qui est l'audit [énergétique] gratuit." L'objectif de 500 000 rénovations annuelles se décompose en 200 000 rénovations de "passoires énergétiques", un million étant à rénover au total, et 300 000 rénovations de logements en dehors des passoires. La subvention engagée sera de "plusieurs milliards d'euros", le candidat s'engageant à donner un chiffre exact ces jours prochains.

**Gaz de schiste.** "Pas d'exploration ni d'exploitation de gaz de schiste sous mon quinquennat quelle que soit la méthode, mais je veux continuer la recherche publique sur le sujet. Car je ne veux pas sur ce sujet que la recherche mondiale soit capturée par des groupes privés", explique-t-il.

**OGM.** "Sur les OGM, je maintiendrai la position historique de la France [de les interdire]. Mais je ne suis pas à l'aise avec le fait que toute la recherche soit entre les mains de Monsanto Bayer." Invité à préciser sa pensée, le candidat assure qu'il ne vise en la matière "pas davantage d'argent public, mais [ne veut] pas l'interdire".

**NDDL.** Interrogé sur le très contesté projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le candidat, qui a récemment dit son soutien au projet précise : "Aujourd'hui on ne lancerait pas un projet comme ça. Mais il y a eu une consultation publique qui a dit oui, qu'on ne peut déchirer. Je tiendrai ma ligne sur trois principes. Premièrement, la prise en compte du vote. Par ailleurs, je me donne 6 mois après l'élection pour regarder deux choses. D'une part, la situation d'ordre public : je ne veux pas de situation intenable pour faire un projet coûte que coûte, pas de violence, pas d'évacuation, pas de brutalité. D'autre part, je souhaite regarder en parallèle le projet d'agrandissement Nantes-Atlantique, je nommerai un médiateur pour ce faire sur l'aspect environnemental et économique."

**Véhicules.** "Il serait illusoire de dire qu'on va supprimer le diesel en 2025, et pénaliser les ménages de banlieue qui ont besoin de leur voiture pour aller travailler. Je suis favorable pour accompagner des maires sur la circulation alternée en cas de pic de pollution. En revanche, je souhaite accélérer la reconversion du parc français. Durant le quinquennat, je mettrai en place la convergence totale de la fiscalité entre le diesel et l'essence : chaque année, j'augmenterai peu à peu la fiscalité sur le diesel, sans baisser celle sur l'essence, pour financer le modèle de transition."

"Pour accompagner ça, je mets en place une prime de 1 000 euros à la conversion des vieux diesels, pour les ménages remplaçant leur véhicule par un véhicule hybride, électrique ou biodiesel, neuf ou d'occasion. Cette prime s'ajoutera au bonus-malus existant sur l'électrique."

"J'accompagnerai également les industriels, dont certains sites sont très dépendants au diesel, en lançant une concertation pour identifier la meilleure manière de reconverter ces sites et diversifier leur production vers l'électrique, l'hydrogène, l'hybride. Au niveau européen, je renforcerai les normes environnementales pour les véhicules afin d'accroître le sérieux des tests."

"Le véhicule électrique est un choix technologique important : il faut continuer les partenariats public-privé sur le déploiement des bornes rechargeables, sur lequel nous sommes en retard. Sur les hybrides, nous sommes un peu en retard, je souhaite que les industriels s'engagent davantage et je compte maintenir le bonus-malus. Sur l'hydrogène, je souhaite développer les partenariats franco-allemands, en comptant sur le laboratoire Liten du CEA. Il nous faut favoriser la multi-modalité et l'usage, car la nouvelle écologie est aussi une nouvelle économie, moins basée sur la possession, avec l'avènement des 'smart cities' (interconnexion urbaine, multi-modalité optimisant les déplacements grâce aux données) et du covoiturage."

**Principe de précaution.** "Il faut le maintenir mais il faut que la France aime le risque, accepte les échecs, et favorise l'innovation. Et il faut que l'on sorte de l'idée que le principe de précaution empêche

l'innovation. C'est pour cela que j'ai lancé un appel à tous les chercheurs sur le climat, les perturbateurs endocriniens ou la transition énergétique, qui sont menacés par l'administration américaine en leur disant : 'you're most welcome'. Je créerai un statut spécifique pour les accueillir."

**Ministère de l'Environnement.** "C'est un ministère qui doit avoir un statut à part, et être un ministère très fort et très transversal, car à mes yeux, trois sujets doivent irriguer toute l'action du gouvernement : l'égalité hommes-femmes et la diversité, la transition numérique, et la transition écologique. Le ministère de l'Environnement sera un ministère d'État, il doit être en chapeau, car il ne correspond pas à un couloir de nage en particulier."

**Agriculture.** Un plan de 5 milliards d'euros sera déclenché pour le bien-être animal et les circuits courts dans l'agriculture. "J'adore le monde de l'élevage, c'est une des professions les plus bouleversantes. Il faut arrêter de leur dire qu'ils sont condamnés ou qu'ils n'ont plus de place dans le modèle."

**Alimentation et restauration bio.** "Un de mes grands objectifs est l'écologie du quotidien. C'est pourquoi je lancerai dès mon arrivée un Grenelle de l'alimentation qui réunira les industriels, les associations, les professionnels de la santé. Je veux aller plus loin que l'objectif [du gouvernement actuel] de 20 % de bio dans la restauration collective et parvenir, fin 2022, à 50 % de produits consommés bio, écologiques (c'est-à-dire bénéficiant d'une certification ou d'un label) ou de circuits courts dans les cantines scolaires, restaurants d'entreprises et d'administrations, les hôpitaux. Le monde agricole souhaite ce changement. Il faut l'aider à monter en gamme, à faire des circuits courts, c'est tout l'objet du plan de 5 milliards d'euros, à avoir un juste prix sur leurs innovations, et une politique européenne en la matière."

**Biodiversité.** "Il y a 300 loups en France, on ne peut pas donner des leçons à nos voisins sur la protection des éléphants, et dire qu'on est infichus de vivre avec quelques loups, quelques lynx et quelques ours. Je souhaite une réintroduction harmonieuse, discutée, de l'ours dans les Pyrénées. Et ce en accompagnant et en indemnisant les agriculteurs, et en leur donnant la possibilité de se défendre en cas d'attaque de leurs troupeaux."

**Condition animale.** "Nous sommes très en retard sur la modernisation des abattoirs. Une partie des 5 milliards d'investissements d'avenir pour l'agriculture sera destinée à moderniser les abattoirs pour accompagner à mieux prendre en compte la souffrance animale, avec des capteurs par exemple pour prévenir les risques. Je veux que d'ici à 2025, plus aucune grande surface ne vende d'œufs issus de poules élevées en batterie. La possibilité pour les éleveurs de poules en batterie de vendre leurs œufs sera limitée à l'industrie agroalimentaire encore pour quelque temps."